



Informations du Guatemala

1ère Année / N°30

30 juillet 1983

POLITIQUE

La visite de Betancur et de de la Espriella
Le chancelier à Panama
Internationalisation probable du conflit en Amérique Centrale
Le gouvernement compte sur l'appui international
Les droits civiques et politiques ne sont pas respectés
Un parlementaire allemand provoque une polémique
Le gouvernement fixe une date pour les élections de la Constituante
PNR : L'ouverture politique, un leurre
Les patrouilleurs civils pourront voter

CONTRE-INSURRECTION

Un chef militaire : La subversion est le résultat de certaines circonstances
Les Fondamentalistes Evangélistes achètent un journal

MOUVEMENT POPULAIRE

Des villageois attaquent la police

INSURRECTION

L'ORPA rend hommage aux héros de juillet
Actions militaires de l'ORPA dans la capitale
EGP : Des patrouilles pour contrôler la population
FAR : Adhésion à la proposition de paix du Nicaragua

DROITS DE L'HOMME

Tribunaux spéciaux
Violence officielle
La pratique des disparitions ne doit pas s'amplifier
Le parlementaire allemand : La violation des droits de l'homme continue
Le ministre de l'Intérieur : Il n'y a pas de groupes paramilitaires

609.12315

POLITIQUE

LA VISITE DE BETANCUR ET DE DE LA ESPRIELLA

Les présidents de Panama et de la Colombie, Ricardo de la Espriella et Belisario Betancur, sont arrivés le 27 juillet à Guatemala, afin de s'entretenir avec les autorités guatémaltèques, dans le cadre de l'action entreprise par le groupe de Contadora pour contribuer à l'établissement de la paix en Amérique Centrale.

Avant de quitter le pays, les deux présidents ont donné une conférence de presse, au cours de laquelle les journalistes n'ont pas été autorisés à poser de questions. De la Espriella a déclaré que la raison de ce voyage était de connaître les perspectives "et, pourquoi ne pas le dire, les incertitudes", des gouvernants d'Amérique Centrale.

Le chef du gouvernement militaire, le général Efraim Rios Montt, a déclaré que les deux représentants "en tant que messagers de la paix, ont une compréhension des problèmes qui montre bien les limites de la dimension du monde, et dans le temps, et dans l'espace" (sic). "Ne nous donnez pas de formules, donnez-nous la lumière, donnez-nous votre opinion pour que nous avancions, ne nous préparez pas le chemin", a-t-il ajouté en prenant congé des deux visiteurs.

LE CHANCELIER A PANAMA

Eduardo Castillo Arriola, chancelier du Guatemala s'est rendu à Panama le 28 juillet pour participer à la réunion des chanceliers des pays d'Amérique Centrale, avec ses homologues du groupe de Contadora.

Le Guatemala, répondant ainsi officiellement aux propositions du groupe de Contadora, souhaite que celui-ci se contente d'émettre des suggestions et que les négociations soient menées par les pays centro-américains en se basant sur les accords signés au Guatemala le 20 juillet par les chanceliers du Honduras, de El Salvador, du Guatemala et de Costa Rica.

La position officielle du Guatemala impute les problèmes de la région, et la position des pays concernés, au conflit Est-Ouest (étant ainsi totalement en accord avec les positions de la Maison Blanche) ; le Guatemala n'envisage pas ces problèmes comme des conflits dérivant de la dramatique situation économique, sociale et politique dont souffrent les peuples de la région, ainsi que le groupe de Contadora l'a souligné.

INTERNATIONALISATION PROBABLE DU CONFLIT EN AMERIQUE CENTRALE

Ricardo Asturias Valenzuela, vice-président du conseil d'Etat, commentant le 28 juillet la décision du président Reagan d'envoyer une flotte de combat au large des côtes d'Amérique Centrale, a affirmé que celui-ci "peut provoquer l'internationalisation du conflit centro-américain et des situations inattendues"

LE GOUVERNEMENT COMPTE SUR L'APPUI INTERNATIONAL

Jorge Serrano Elias, président du conseil d'Etat et un des hommes de confiance de Rios Montt, a affirmé le 27 juillet à Costa Rica que "les activités

des groupes d'extrême droite ayant trait à la préparation d'un coup d'état" pourraient bloquer le "processus de démocratisation" qui est en cours au Guatemala. "C'est maintenant que nous comptons sur l'appui de la communauté internationale".

LES DROITS CIVIQUES ET POLITIQUES NE SONT PAS RESPECTES

"Au Guatemala, les citoyens n'ont pas la possibilité d'exercer leurs droits civiques et politiques de manière effective et adéquate", a affirmé, le 27 juillet Mynor Pinto Acevedo, ex-président de la Fédération des Avocats du Guatemala, lors du forum organisé dans la capitale par la Fédération sur le thème de la liberté de pensée.

UN PARLEMENTAIRE ALLEMAND PROVOQUE UNE POLEMIQUE

Le 26, le parlementaire social-démocrate allemand Gunter Herterich, en visite dans le pays, a annoncé, lors d'une conférence dans la capitale, devant de nombreux représentants du secteur privé, que le gouvernement préparait un pré-projet à la réforme agraire.

La Chambre de l'Agriculture, une des plus fortes organisations corporatives du secteur agricole a mis publiquement en demeure le ministre de l'Agriculture de préciser les intentions du gouvernement sur les questions relatives à la propriété de la terre au Guatemala.

Selon les déclarations de Rios Montt, la "réforme agraire" est en accord avec le projet gouvernemental des "Comunidades comungs" que le gouvernement a présenté au début du mois de juin. Ce projet doit être réalisé avec la coopération du gouvernement israélien et de l'Agence Internationale pour le Développement (AID) ; il avait alors été perçu par les observateurs indépendants comme une nouvelle version des hameaux stratégiques.

LE GOUVERNEMENT FIXE UNE DATE POUR LES ELECTIONS DE LA CONSTITUANTE

La convocation pour élire l'Assemblée Nationale Constituante aura officiellement lieu le 23 mars et la date des élections a été fixée au 1er juillet de la même année, a annoncé le gouvernement militaire le 28 juillet.

PNR : L'OUVERTURE POLITIQUE, UN LEURRE

Un avertissement à "ne pas se leurrer sur l'ouverture politique et sur le processus démocratique" proposés par le gouvernement, a été lancé par le Parti National Rénovateur (PNR), de centre droite, aux membres des comités pour la formation des partis politiques, lors d'une réunion tenue le 26 juill

Le PNR, qui continue à exiger la convocation "immédiate" des élections, a soutenu que le processus démocratique "n'est pas libre, mais mis sous tutelle par le gouvernement et contrôlé par un militaire", faisant ainsi allusion au rôle déterminant joué par le colonel Rabanales Reyes, directeur du service de l'état civil.

LES PATROUILLEURS CIVILS POURRONT VOTER

Le colonel Ricardo Mendez, ministre de l'Intérieur, a déclaré récemment que les patrouilleurs civils "peuvent s'organiser politiquement car ils n'ont pas

un grade militaire le leur interdisant". Selon les données officielles, il y a plus d'un demi-million de patrouilleurs civils.

CONTRE-INSURRECTION

UN CHEF MILITAIRE : LA SUBVERSION EST LE RESULTAT DE CERTAINES CIRCONSTANCES

Dans le pays, il y a des circonstances qui produisent la violence et la subversion, a admis, le 25 juillet le général Hector Mario Lopez Fuentes, chef de l'état major général de l'armée. Le militaire s'est abstenu de spécifier quelles sont ces circonstances. "L'action militaire n'a pas apporté, en elle-même de solution au problème".

LES FONDAMENTALISTES EVANGELISTES ACHETENT UN JOURNAL

Les Fundamentalistes Evangélistes guatémaltèques publieront, à partir du mois de septembre un journal qui sera distribué dans tout le pays. A cette fin, ils ont acheté le local, les machines et l'équipe du journal "La Hora", a fait savoir, le 26 juillet, sa précédente propriétaire, la journaliste Marina Marroqu

Le nouveau journal, "La Palabra", sera dirigé par le journaliste Rafael Escoba Arguello, actuellement sous-secrétaire aux Relations Publiques de la présidence et membre influent de l'Eglise du Verbe.

MOUVEMENT POPULAIRE

DES VILLAGEOIS ATTAQUENT LA POLICE

300 villageois ont attaqué, le 22 juillet, le poste de garde de la police nationale dans le village de Chuarrancho, département de Guatemala, et blessé le sous-chef du poste ainsi qu'un agent. Les villageois ont déclaré avoir attaqué les policiers parce qu'ils ne supportaient plus les abus constants commis contre les habitants de la localité.

INSURRECTION

L'ORPA REND HOMMAGE AUX HEROS DE JUILLET

Des tracts, des banderoles et des inscriptions sont apparus les derniers jours juillet en plusieurs endroits de la capitale et des villes de l'intérieur. L'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) rend ainsi hommage à ses militants tombés "lors de combats inégaux" contre les troupes du gouvernement en juillet 1981.

Selon un porte-parole de l'ORPA, l'armée avait, à cette époque, déployé d'importants contingents de troupes appuyés par l'artillerie lourde et réussi à prendre d'assaut 3 maisons de l'ORPA, où 57 militants avaient trouvé la mort.

Après avoir signalé que l'armée avait réalisé ces opérations grâce à l'appui des Etats-Unis, de l'Argentine et d'Israel, l'informateur a ajouté que la

structure urbaine de l'ORPA est aujourd'hui "ferme et combative". Il a assuré que, durant l'année 83, elle a affronté les forces de sécurité du gouvernement à 13 reprises (leur causant 200 pertes), et réalisé 34 distributions massives de matériel de propagande et 72 opérations de piratage des ondes de radio et de télévision.

ACTIONS MILITAIRES DE L'ORPA DANS LA CAPITALE

Selon un communiqué de l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA), ses unités urbaines ont infligé 61 pertes aux forces de sécurité au cours de quatre actions réalisées dans la capitale, dans la nuit du 19 juillet.

L'ORPA affirme avoir tendu une embuscade à un convoi militaire composé de 40 soldats kaibiles (troupes d'élite) lui infligeant 30 pertes au lieu-dit Belice. Elle a également attaqué deux postes de garde de la police nationale dans les faubourgs de Bethania et Santa Luisa et pris d'assaut un véhicule de la police qui arrivait en renfort sur les lieux.

Les quatre opérations se sont déroulées entre 20h10 et 20h30, selon le communiqué n° 93 de l'ORPA, membre de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG).

EGP : DES PATROUILLES CIVILES POUR CONTROLER LA POPULATION

"Le gouvernement de Rios Montt a formé les patrouilles civiles pour avoir un moyen d'étendre son contrôle militaire sur la population guatémaltèque. Celles-ci sont en général composées de paysans, forcés à les intégrer sous des menaces de mort", affirme Marcos, membre du Comité de coordination de l'Armée Guérillera des Pauvres (EGP).

FAR : ADHESION A LA PROPOSITION DE PAIX DU NICARAGUA

Pablo Monsanto, commandant en chef des Forces Armées Rebelles (FAR), a exprimé le 23 juillet son adhésion au plan de paix en six points pour l'Amérique Centrale proposé par le Front Sandiniste de Libération Nationale le 19 juillet.

DROITS DE L'HOMME

TRIBUNAUX SPECIAUX

Eduardo Castillo Arriola, ministre des Relations Extérieures a confirmé, le 26 juillet, les propos de la délégation guatémaltèque devant la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme, selon lesquels le gouvernement du Guatemala "pourrait réexaminer et suspendre les condamnations à la peine de mort prononcées par les tribunaux spéciaux".

Entretemps, les proches des personnes traduites devant ces tribunaux ont signalé le 28 juillet que le gouvernement du Guatemala a seulement promis à la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme de l'OEA "la possibilité de suspendre les exécutions ordonnées par les tribunaux spéciaux, mais cela n'implique pas l'abolition des tribunaux en question, ni des procédés qui bafouent les droits de l'homme et les droits juridiques".

Le général Rios Montt a déclaré que "le gouvernement n'a aucun intérêt à abolir la peine de mort" et a ajouté : "Dans la mesure où la nécessité des tribunaux spéciaux diminue, ils vont disparaître, et seront peut-être intégrés à la Cour Suprême de Justice".

VIOLENCE OFFICIELLE

17 morts, 8 séquestrés, 2 blessés, tel est le bilan provisoire des actes violents perpétrés par les forces de sécurité du gouvernement en différents points du pays entre les 21 et 25 juillet.

LA PRATIQUE DES DISPARITIONS NE DOIT PAS S'AMPLIFIER

"Nous considérons que la position du gouvernement sur l'inculpation par les tribunaux spéciaux des responsables ou supposés responsables d'un délit, doit être claire, mais la pratique des disparitions ne doit pas s'amplifier, en raison de l'angoisse qu'elle provoque, non seulement chez le disparu mais aussi à sa famille", a déclaré le 27 juillet le Docteur Carlos Armando Soto, membre du conseil d'Etat. Il a en outre dénoncé "la violence, qui malheureusement a de nouveau frappé l'université nationale".

Le Docteur Soto, représentant de l'Université Nationale de San Carlos au conseil d'Etat a ainsi signalé la responsabilité du gouvernement dans les disparitions.

LE PARLEMENTAIRE ALLEMAND : LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME CONTINUE

En dépit d'une amélioration, on ne peut nier qu'il y a des violations des droits de l'homme au Guatemala", a déclaré le 26 juillet Gunter Herterich, parlementaire social-démocrate allemand, lors d'une conférence devant les secteurs d'affaires dans la capitale. Herterich a qualifié "d'inadmissible" l'existence des tribunaux spéciaux qui "nuît à l'image de marque du pays, aussi bien au niveau national qu'international". "Combien ont été condamnés et exécutés sans que personne n'en sache rien !", a-t-il ajouté.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR : IL N'Y A PAS DE GROUPES PARAMILITAIRES

"Il n'y a pas de groupes paramilitaires financés par le gouvernement du pays", a assuré, le 22 juillet, le colonel Ricardo Mendez Ruiz, ministre de l'Intérieur. "Peu après le 23 mars 1982, date à laquelle le gouvernement actuel a accédé au pouvoir, le général Rios Montt a décidé de suspendre ces groupes organisés dans le passé".